

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 rue Recteur Daure
CS 6004
14000 Caen

Caen, le 23/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SPIRIT FRANCE DIFFUSION

LD ZONE D'ACTIVITES DE REUX
14130 Reux

Références : 2025-385
Code AIOT : 0005306336

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/05/2025 dans l'établissement SPIRIT FRANCE DIFFUSION implanté LD ZONE D'ACTIVITES DE REUX 14130 Reux. L'inspection a été annoncée le 09/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SPIRIT FRANCE DIFFUSION
- LD ZONE D'ACTIVITES DE REUX 14130 Reux
- Code AIOT : 0005306336
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société SPIRIT FRANCE DIFFUSION est spécialisée dans la fabrication du Calvados. Les installations, exploitées sur le site de Reux, ont été mises en exploitation en décembre 2014, avec deux chais de stockage de Calvados, sur les cinq prévus initialement. En 2016, les activités ont été étendues par la création de trois chais de stockage de calvados supplémentaires, d'une cuverie, d'une unité d'embouteillage et de stockage de produits finis. Cette extension occupe les locaux d'un ancien site industriel voisin. Les nouvelles installations ont été mises en service en février 2017.

Les activités relèvent de la législation sur les installations classées et sont autorisées par un arrêté préfectoral du 9 novembre 2016 (statut SEVESO seuil bas).

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Perte d'utilités

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Arrêts et mise en sécurité (3.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande d'action corrective	3 mois
4	Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	3 mois
6	Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	Demande d'action corrective	3 mois
8	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Alimentation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	en énergie et utilités associées (1)	article 56	
2	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
5	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Sans objet
9	Plan d'action (6)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection a porté sur l'organisation du site en cas de perte d'alimentation électrique.

Il en ressort que l'exploitant doit élaborer sous 3 mois une procédure, dans laquelle il définit les conditions et modalités de maintien en sécurité de ses installations de Reux en cas de perte d'alimentation électrique, et les conditions dans lesquelles les installations sont alors mises à l'arrêt, en application de l'article 56 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 modifié. Il doit y préciser notamment comment il s'assure que toutes les portes coupe-feu de son site se ferment.

Sur la base de cette procédure voire de consignes à rédiger, l'exploitant doit former, sous 3 mois, son personnel sur les actions de mise en sécurité à mettre en oeuvre en cas de perte d'utilité électrique. Ces formations seront recyclées régulièrement et tracées.

Il doit également mettre en place une organisation lui permettant de traiter les défauts et observations soulevés lors des contrôles réglementaires effectués par les sous-traitants auxquels il fait appel. Notamment, il transmettra sous 3 mois à l'inspection le plan d'actions établi pour répondre aux points soulevés par la société Siemens lors des contrôles des systèmes de détection incendie et des systèmes anti-intrusion et vidéosurveillance de Reux 1 et Reux 2, accompagné d'un échéancier voire d'une justification de priorisation des travaux le cas échéant. L'objectif est en effet de s'assurer que ces systèmes de détection et d'anti-intrusion fonctionnent correctement. Il est aussi nécessaire que l'exploitant puisse justifier que l'ensemble des chaînes de sécurité de ses Mesures de Maîtrise des Risques fonctionnent correctement. Notamment en cas de détection incendie, il doit pouvoir prouver par exemple que les alertes remontent correctement à la société de télésurveillance, sur les téléphones portables définis (gardien...), que les portes coupe-feu se ferment le cas échéant, etc. Ces contrôles doivent être tracés, et communiqués à l'inspection sous 3 mois.

Si l'exploitant ne répond pas dans les délais impartis à ces obligations réglementaires, l'inspection pourra être amenée à proposer les suites administratives et pénales prévues par le Code de l'Environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Alimentation en énergie
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]
Constats : La société SPIRIT FRANCE DIFFUSION est spécialisée dans la fabrication du Calvados. Les principales activités du site de Reux consistent en : <ul style="list-style-type: none">* du stockage de calvados, dans 5 chais (2 mis en exploitation en décembre 2014, les 3 complémentaires en 2016)* une cuverie* une unité d'embouteillage* et des stockages de produits finis. Interrogé sur les énergies utilisées sur son site de Reux, l'exploitant a mentionné lors de l'inspection que son établissement est alimenté par l'énergie électrique, ce qui semble cohérent avec les utilités nécessaires au fonctionnement des installations et process de l'usine.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]

<p>Constats :</p> <p>En cas de perte d'alimentation électrique prolongée, l'exploitant a indiqué cesser toute activité sur son site, et renvoyer les salariés chez eux.</p> <p>Le site est équipé d'un système de détection incendie relié à une centrale SSI (Système de Sécurité Incendie) équipée d'une batterie autonome 12h, selon les précisions apportées par l'exploitant.</p> <p>Cette détection incendie est reliée à des détecteurs de flamme / incendie positionnés dans tous les bâtiments, bureaux du site. Elle est équipée d'un report d'alarme vers une société de télésurveillance, qui a, en cas de besoin, une liste de personnes à contacter : gardien présent sur site, puis d'autres salariés que sont notamment le responsable de site, le directeur industriel...</p> <p>Le SSI est également relié à des déclencheurs d'alerte manuels, positionnés dans les bâtiments et bureaux.</p> <p>Lors du tour terrain, les inspecteurs ont vu que la centrale détection incendie était "sous tension". Ils ont vu des détecteurs de flamme / incendie dans plusieurs bâtiments, notamment chai prépa, chai 2000, cuverie inox, bureau d'accueil Reux 2 (où se trouvait également un déclencheur d'alerte manuel), bâtiment embouteillage et stockages produits finis (équipés tous 2 de détections linéaires de fumée), chai 3000 (équipé également d'une centrale report détection incendie)...</p> <p>Toujours selon les propos tenus par l'exploitant pendant l'inspection, le site est également équipé d'un système anti-intrusion (détection de présence, contacteurs de portes...) relié à une centrale "intrusion" également équipée d'une batterie autonome 12h.</p> <p>Lors du tour terrain, les inspecteurs ont vu que la centrale détection anti-intrusion était "sous tension". Une centrale report anti-intrusion se trouvait également dans le chai 3000.</p> <p>Si la coupure électrique dure plus de 12 h, l'exploitant indique qu'il est prévu que le gardien qui habite sur site fasse plus de rondes [2 rondes au lieu de 1 habituellement par journée].</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 56</p> <p>[...] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]</p>

Constats :

L'exploitant ne dispose pas de procédure de mise en sécurité de ses installations en cas de perte d'utilité électrique.

Il indique que si cela arrive, une fois le process mis à l'arrêt, différentes actions sont à mener, parmi lesquelles :

- * couper les différentes armoires électriques
 - * assurer la mise en sécurité des centrales SSI et anti-intrusion
 - * s'assurer que les portes coupe-feu de l'ensemble du site sont effectivement fermées ; l'exploitant n'a d'ailleurs pas su préciser en inspection si une coupure électrique entraîne automatiquement la fermeture des portes coupe-feu ou non (sur Reux 2 notamment) ?
- Toutes ces actions ne sont pas tracées, ce qui faciliterait et fiabiliserait pourtant la mise en sécurité du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Ecart réglementaire n° 1 : L'exploitant doit élaborer une procédure, dans laquelle il définit les conditions et modalités de maintien en sécurité de ses installations de Reux en cas de perte d'alimentation électrique, et les conditions dans lesquelles les installations sont alors mises à l'arrêt, en application de l'article 56 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 modifié.

Il y précise notamment comment il s'assure que toutes les portes coupe-feu de son site se ferment.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 59 « Consignes d'exploitation et de sécurité.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. »

Constats :

Lors du tour terrain, les inspecteurs n'ont pas vu de consignes affichées détaillant les actions à mener en cas de perte d'alimentation électrique.

Interrogé, l'exploitant n'a pas pu présenter de telles consignes.

Il a juste remis aux inspecteurs une consigne relative au 'gardiennage', précisant que le gardien, présent sur site 24h/24 365 j/an, doit "*effectuer des rondes renforcées en cas d'indisponibilité des moyens de détection ou de lutte incendie : 1 ronde par demi-journée.*" Toute anomalie doit ensuite être indiquée à la direction par téléphone, et tracée dans le cahier du rondier.

Lorsque le gardien, salarié de la société Spirit logeant sur site, est absent, l'exploitant précise qu'il doit y avoir un remplaçant.

Concernant la formation du personnel, l'exploitant a précisé que tout nouvel entrant devait suivre un accueil sécurité, mais il n'a pas pu présenter d'enregistrement de ces formations

pendant l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Ecart réglementaire n°2 : Sur la base de procédure et consignes à rédiger, l'exploitant doit former, sous 3 mois, son personnel sur les actions de mise en sécurité à mettre en œuvre en cas de perte d'utilité électrique. Ces formations seront recyclées régulièrement et tracées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 64 « Equipements à l'arrêt.</p> <p>En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.</p> <p>Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).</p> <p>Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'en cas de coupure électrique de longue durée, le site est entièrement mis à l'arrêt.</p> <p>Le site a déjà connu une longue coupure électrique de l'ordre de 48h lors des tempêtes de novembre 2023, sans que cela ait entraîné de problème particulier selon l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secours) (4.a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 « Utilités.</p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon l'exploitant, aucun moyen de secours électrique n'est nécessaire pour palier la perte d'électricité afin d'assurer la mise en sécurité du site.</p> <p>L'exploitant est revenu sur une coupure d'alimentation électrique survenue le 05/05/2025 dans la zone expéditions, liée à une surtension au niveau du réseau EDF géré par la société ENEDIS. Dans cette zone expéditions, les systèmes informatiques ne fonctionnaient plus, les ouvrants n'étaient plus manœuvrables... Cela a entraîné un défaut au niveau de la centrale Système de Sécurité Incendie (relai HS dans l'armoire électrique de la centrale) ; et l'alarme détection incendie s'est déclenchée (flashing). La société Spirit a fait intervenir un sous-traitant en urgence, pour remplacer la pièce défectueuse. Conséquences expliquées par l'exploitant : il n'y a plus eu de livraisons tant que ce n'était pas réparé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°1 : L'exploitant doit, sous 3 mois, définir une organisation pour qu'en cas de défaillance électrique, les conséquences sur la production du site soient les plus limitées possibles, par exemple en établissant des contrats de maintenance avec certains sous-traitants spécifiques (électriciens...).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7
Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique
Prescription contrôlée : Arrêté du 26/05/2014 Art. 7 « Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel. »
Constats : Le site est équipé, selon les précisions apportées par l'exploitant : * d'un système de détection incendie relié à une centrale SSI (Système de Sécurité Incendie) équipée d'une batterie autonome 12h * d'un système anti-intrusion (détection de présence, contacteurs de portes...) relié à une centrale "intrusion" également équipée d'une batterie autonome 12h L'autonomie doit permettre la mise en sécurité du site, qui doit être définie dans une procédure et des consignes à rédiger (cf écart réglementaire n°1). Si la coupure électrique dure plus de 12 h, l'exploitant indique qu'il est prévu que le gardien qui habite sur site fasse plus de rondes [2 rondes au lieu de 1 habituellement par journée].
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : cf écart réglementaire n°1
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52
Thème(s) : Actions nationales 2025, Maintenance et test
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 52 « Maîtrise des procédés. Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'études de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.

Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.

Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »

Constats :

En inspection, l'exploitant a expliqué que la maintenance de la centrale SSI, devant disposer d'une batterie d'une autonomie de 12h, est réalisée par la société SIEMENS à fréquence semestrielle.

Le dernier rapport de contrôle des systèmes de détection incendie de Reux 1 et Reux 2 date du 28/03/25, suite à une visite sur site réalisée du 25 au 27/03/25. Le précédent datait du 08/10/2024. Ce rapport de maintenance préventive passe en revue les échéances de remplacement de certaines batteries (tous les 4 ou 5 ans selon l'exploitant). Lors de ce contrôle de début d'année, la "batterie de secours sur le transmetteur téléphonique" a été remplacée, conformément au contrat de remplacement. D'autres batteries sont valables selon ce rapport jusqu'en 2027 (batterie local TGBT Reux n°1 FC2020 ou AES24-04, bureau accueil Reux n°2-FC2040), d'autres jusqu'en 2028 ou 2029.

Ce rapport de contrôle :

- * pointe des défauts fonctionnels qui pourraient entraver le bon fonctionnement de la centrale SSI, par exemple un dysfonctionnement mécanique au niveau de la fermeture de porte située entre l'embouteillage et le stock produits finis Reux 2, etc.

- * liste également des observations dont certaines ont déjà été formulées depuis 2021, comme la présence de 2 bungalows en zones 19 et 21 dépourvus de détection incendie et présentant un risque non négligeable d'incendie, ou encore une partie de la verrerie non équipée de détection, etc.

Interrogé par l'inspection, l'exploitant n'a pu présenter aucun plan d'actions défini, mis en œuvre pour répondre aux remarques soulevées dans ce rapport de contrôle.

En inspection, l'exploitant a expliqué que la maintenance de la centrale anti-intrusion, devant disposer d'une batterie d'une autonomie de 12h, est également réalisée par la société SIEMENS. Le rapport de contrôle des 2 systèmes anti-intrusion et vidéosurveillance daté du 15/10/24, et réalisé suite à une visite sur site réalisée le 08/10/2024, passe en revue les échéances de remplacement de certaines batteries. Des batteries sont valables selon ce rapport jusqu'en 2026, d'autres jusqu'en 2027.

Le rapport fait part de remarques transmises suite au contrôle. Interrogé par l'inspection, l'exploitant n'a pu présenter aucun plan d'actions défini, mis en œuvre pour répondre aux remarques soulevées dans ce rapport de contrôle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Ecart réglementaire n°3 : L'exploitant doit, sous 3 mois, mettre en place une organisation lui permettant de traiter les défauts et observations soulevés lors des contrôles réglementaires

<p>effectués par les sous-traitants auxquels il fait appel. Notamment, il transmettra sous 3 mois à l'inspection le plan d'actions établi pour répondre aux points soulevés par la société Siemens lors des contrôles des systèmes de détection incendie et des systèmes anti-intrusion et vidéosurveillance de Reux 1 et Reux 2, accompagné d'un échéancier voire d'une justification de priorisation des travaux le cas échéant. L'objectif est en effet de s'assurer que ces systèmes de détection et d'anti-intrusion fonctionnent correctement.</p> <p>Il est aussi nécessaire que l'exploitant puisse justifier qu'en cas de détection incendie notamment, l'ensemble de la chaîne de sécurité prévue fonctionne correctement, par exemple que les alertes remontent correctement à la société de télésurveillance, sur les téléphones portables définis (gardien...), que les portes coupe-feu se ferment le cas échéant, etc. Ces contrôles doivent être tracés, et communiqués à l'inspection sous 3 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Plan d'action (6)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art 56 « Utilités. [...] Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026 »</p>
<p>Constats :</p> <p>Si un plan d'actions était nécessaire pour assurer la mise en sécurité du site en cas de coupure d'alimentation électrique, les travaux devraient être menés avant le 1er janvier 2026.</p>
Type de suites proposées : Sans suite